

**PRÉFECTURE DU BAS-RHIN**

DIRECTION DES INTERVENTIONS  
PUBLIQUES

Bureau de l'environnement et  
des espaces naturels

A R R E T E   P R E F E C T O R A L

autorisant la société ACO SA à exploiter  
une chaîne de traitement de surface  
par électro-zinguage à STRASBOURG

LE PREFET DE LA REGION ALSACE  
PREFET DU BAS-RHIN  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 et le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 53-577 du 20 mai 1953 modifié fixant la nomenclature des installations classées ;
- VU la demande formulée par la Société ACO SA en vue d'être autorisée à exploiter une chaîne de traitement de surface par électro-zinguage à STRASBOURG ;
- VU les résultats de l'enquête publique d'un mois à laquelle il a été procédé du 21 octobre 1991 au 21 novembre 1991 en mairie de STRASBOURG, le dossier ayant été retourné en préfecture le 29 novembre 1991 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 février 1992 prolongeant jusqu'au 29 août 1992 le délai pour statuer sur la demande de la société ACO SA ;
- VU l'avis et les conclusions du commissaire-enquêteur ;
- VU l'avis du conseil municipal de STRASBOURG ;
- VU les avis du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, du directeur départemental de l'équipement, du chef des services départementaux d'incendie et de secours, du directeur départemental du travail et de l'emploi, du chef du service régional de l'aménagement des eaux, du délégué régional à l'architecture et à l'environnement et du directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile ;
- VU le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées en date du 7 mai 1992 ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène au cours de sa séance du 11 juin 1992 ;

APRES communication à la société ACO SA du projet d'arrêté statuant sur sa demande ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,

A R R E T E

Article 1er -

La société ACO SA dont le siège social est 92, rue de la Plaine des Bouchers à STRASBOURG-MEINAU est autorisée à exploiter une chaîne de traitement de surface par électro-zinguage sur le site de son usine située à la même adresse.

Article 2 -

Prescriptions d'ensemble

1. Champ d'application

La présente autorisation d'exploiter vise les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité	Unité
Traitements électrolytiques ou chimiques des métaux pour le dégraissage, le décapage, la métallisation ou la démétallisation	288-1'	A	24 800	Litre
Atelier où l'on emploie des liquides halogénés pour le dégraissage des métaux ; la quantité de solvant utilisée dans l'atelier étant supérieure à 50 l mais inférieure ou égale à 1 500 litres	251-2'	D	200	Litre
Emploi de matières plastiques comportant des opérations telles que moulage, polymérisation à chaud, lorsqu'il n'y a pas d'émission de vapeurs, de gaz, de fumées ou d'émanations odorantes.	272-A-2'	D		

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité	Unité
Emploi de matières plastiques par procédés mécaniques tels que découpage, sciage, meulage	272-B	D		
Travail mécanique des métaux et alliages par laminage, étirage, tréfilage, matriçage et tous procédés de formage dont le nombre d'ouvriers est compris entre 15 et 60	281-2°	D	15	ouvriers
Travail mécanique des métaux et alliages par décolletage, fraisage, contournage, meulage, perçage, sciage et tous procédés mécaniques analogues (ateliers dont le nombre d'ouvriers est inférieur à 60)	282-2°	D	15	ouvriers
Appareils et matériels en exploitation contenant plus de 30 l en polychlorobiphényles	355-A	D	680	kg
Installations de réfrigération ou compression de fluides ininflammables fonctionnant à des pressions manométriques supérieures à 1 bar, la puissance absorbée est supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW	361-B-2°	D	359	kW
Installations de combustions	153 bis	NC	800	kW
Dépôts de liquide inflammables	253	NC	3,5	m3

## 2 - Conformité aux plans et données techniques

Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation sauf dispositions contraires du présent arrêté.

## 3 - Mise en service

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de trois ans, ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

#### 4 - Accident - Incident

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 devra être déclaré dans les plus brefs délais à l'inspecteur des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

- L'exploitant fournira à l'inspecteur des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en oeuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

#### 5 - Modification - Extension

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

#### 6 - Abandon de l'exploitation

Si l'exploitant cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, l'exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui suit cette cessation.

Lors de l'arrêt de l'installation, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

### Article 3. PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

#### 1. Principes généraux

L'émission dans l'atmosphère de fumées, de buées, de suies, de poussières ou de gaz ne devra pas incommoder le voisinage, nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et au caractère des sites.

Cette disposition est applicable aux effluents gazeux captés dans les ateliers, aux buées, fumées et autres émanations nuisibles ou malodorantes.

Les systèmes de captation devront être conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz, vapeurs, vésicules et particules émis par rapport au débit d'aspiration.

Les effluents ainsi aspirés devront être traités au moyen des meilleures technologies disponibles (laveurs, dépoussiéreurs, dévésiculeurs, filtres...). Le cas échéant des systèmes séparatifs de captation et de traitement seront réalisés pour empêcher le mélange de produits incompatibles.

## 2. Conduits d'évacuation

Les conduits d'évacuation des rejets à l'atmosphère devront être dimensionnés en hauteur et en section conformément aux règles qui leur sont propres :

- circulaire et instruction du 24 novembre 1970 relatives à la construction des cheminées dans le cas des installations de combustion ;
- circulaire et instruction du 13 août 1971 relatives à la construction des cheminées dans le cas d'installations émettant des poussières fines ;
- arrêté ministériel du 20 juin 1975 relatif à l'équipement et l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie ;
- arrêté interministériel du 12 juillet 1990 portant création d'une zone de protection spéciale sur l'agglomération strasbourgeoise.

Leur forme, notamment dans la partie la plus proche du débouché devra être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents. Il est en particulier interdit d'installer des chapeaux ou des dispositifs équivalents au-dessus du débouché à l'atmosphère des cheminées.

## 3. Conditions de rejet

Les rejets atmosphériques de l'établissement devront présenter au maximum les caractéristiques suivantes :

### a) Installations de combustion

Les installations de combustion de la Société ACO sont composées de 2 chaudières d'une puissance unitaire de 400 kW fonctionnant au fuel domestique .

Ces installations seront conçues, réalisées et exploitées conformément aux prescriptions de l'arrêté interministériel du 12 juillet 1990 portant création d'une zone de protection spéciale contre les pollutions atmosphériques dans l'agglomération strasbourgeoise.

L'indice de noircissement, tel qu'il est défini par la norme NF X 43002, des rejets à l'atmosphère sera inférieur à 4.

Flux horaires maximaux par générateur, exprimés en kg/heure de marche effective.

SO<sub>2</sub> : 0,7 kg/h  
Poussières : 0,07 kg/h

#### b) Atelier de traitement de surface

Les émissions atmosphériques de l'atelier de traitement de surface (gaz, vapeurs, vésicules, particules, etc...) émises au-dessus des baignoires seront captées et épurées au moyen de techniques adaptées (laveur de gaz, dévésiculeurs, etc...) avant rejet à l'atmosphère.

Les teneurs en polluants avant rejet des gaz et vapeurs de l'atelier de traitement de surface devront respecter les limites fixées comme suit :

- Acidité totale exprimée en H	: 0,5 mg/Nm3
- HF exprimé en F-	: 5 mg/Nm3
- CN-	: 1 mg/Nm3
- Alcalin exprimés en OH	: 10 mg/Nm3
- NOX exprimés en NO <sup>2</sup>	: 100 ppm
- Cr total	: 1 mg/Nm3
dont Cr VI	: 0,1 mg/Nm3

### Article 4 PREVENTION DE LA POLLUTION PAR LES DECHETS

#### 1. Principes généraux

L'exploitant s'attachera à réduire le flux de production de déchets de son établissement. Il organisera par consigne la collecte et l'élimination de ces différents déchets en respectant les dispositions réglementaires en vigueur (loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 et ses textes d'application) ainsi que les prescriptions du présent arrêté.

#### 2. Caractérisation des déchets

L'exploitant mettra en place à l'intérieur de son établissement une collecte sélective de manière à séparer les différentes catégories de déchets :

- les déchets banals composés de papiers, bois, cartons... non souillés ;
- les déchets industriels spéciaux dont la nature physico-chimique peut être source d'atteintes particulières pour l'environnement.

#### 3. Stockage interne

Le stockage temporaire des déchets dans l'établissement se fera dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantiront la prévention des pollutions et des risques.

Toute mise en dépôt à titre définitif de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

#### 4. Elimination - valorisation

4.1. Le recyclage des déchets en fabrication devra être aussi poussé techniquement et qu'économiquement possible. La valorisation de déchets tels que le bois, papier, carton, verre... devra être prioritairement retenue.

4.2. Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite.

4.3. L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée par une entreprise spécialisée, régulièrement autorisée à cet effet au titre de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976.

4.4. Chaque lot de déchets spéciaux, en particulier les bains usés, les boues de décentration ..., expédié vers l'éliminateur devra être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

4.5. Les huiles usagées seront éliminées conformément au décret n°79-981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

#### 5. Bilans

L'exploitant devra tenir à jour un registre sur lequel pour chaque grande catégorie de déchets sont portés :

- leur nature et leur origine,
- les quantités produites,
- la date et le mode d'enlèvement utilisé,
- leur destination et le mode d'élimination prévu.

Ce registre sera tenu pendant un délai d'au moins 3 ans à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### Article 5. PREVENTION CONTRE LE BRUIT ET LES VIBRATIONS

#### 1 - Principes généraux

Les installations devront être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement, et les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées lui sont applicables.

## 2 - Insonorisation des engins de chantier

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier les engins de chantier seront d'un type homologué, au titre du décret du 18 avril 1969.

## 3 - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

## 4 - Niveaux acoustiques

Les niveaux limites admissibles de bruit ne devront pas excéder du fait de l'établissement les seuils fixés dans le tableau ci-dessous.

EMPLACEMENT	NIVEAUX LIMITES ADMISSIBLES DE BRUITS en db(A)		
	jour 7h à 20h	périodes intermédiaires 6h à 7h - 20h à 22h	nuit 22h à 6h
<b>propriété</b>	65	60	55

## Article 6. PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

### 1. Prélèvements d'eau

L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspecteur des installations classées l'état de ses consommations annuelles d'eau. Il devra rechercher par tous les moyens économiques acceptables et notamment à l'occasion de remplacement de matériel à diminuer au maximum la consommation d'eau de son établissement. Toutes les installations de prélèvement d'eau seront munies de compteurs volumétriques agréés.

Afin d'éviter tout phénomène de pollution du réseau public de distribution d'eau potable, le réseau d'eau industrielle sera distinct du réseau d'eau potable et son branchement sur le réseau d'alimentation sera muni d'un disconnecteur.



## 2. Collecte des effluents liquides

Toutes dispositions seront prises pour éviter la dilution et pour conserver à l'état le plus concentré possible les divers effluents issus des installations afin d'en faciliter le traitement et si besoin, les prélever à la source pour permettre des traitements spécifiques.

Le réseau de collecte des effluents liquides devra être de type séparatif. Un plan du réseau d'égouts faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les ouvrages de rejet devront être en nombre aussi limité que possible et aménagés de manière à réduire au maximum la perturbation apportée au milieu récepteur.

## 3. Aménagements pour prévenir les pollutions accidentelles

### 3.1. Egouts et canalisations

Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être devront être étanches. Leur tracé devra en permettre le curage ou la visite en cas de besoin. En aucun cas ces ouvrages ne devront contenir des canalisations de transport de fluides dangereux ou être en relation directe ou indirecte avec celles-ci.

Les canalisations de transport de fluides dangereux seront étanches. Elles seront placées dans la mesure du possible dans des endroits visibles et accessibles.

Les matériaux utilisés pour la réalisation et le dimensionnement de ces aménagements devront en permettre une bonne conservation dans le temps pour résister aux agressions mécaniques, physiques, chimiques... .

### 3.2. Capacités de rétention

Toute unité (réservoirs, fûts, bidons, bouteilles...) susceptible de contenir des liquides inflammables, toxiques ou nocifs pour le milieu naturel devra être associée à une capacité de rétention étanche dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient associé,
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Les cuvettes de rétention seront conçues pour résister à la poussée et à l'action corrosive des liquides éventuellement répandus. Lorsqu'elles sont associées à des stockages de liquides inflammables, elles devront présenter une stabilité au feu de degré 4 heures.

Elles seront correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Elles ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou le milieu récepteur.

### 3.3. Rétention des eaux d'extinction d'un incendie éventuel

Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie devront pouvoir être confinées dans un volume étanche de dimensions appropriées.

### 3.4. Postes de chargement ou de déchargement

Les aires où s'opèrent des chargements ou des déchargements de tels liquides seront étanches et conçues pour recueillir tout débordement accidentel ou égouttures avant leur arrivée dans le milieu naturel récepteur.

## 4. Conditions de rejet des effluents produits par l'établissement

### 4.1. Dispositions générales

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas de fonctionnement normal ou anormal des installations, de rejets directs ou indirects de liquides dangereux ou insalubres susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et des réseaux d'assainissement, de dégager en égouts, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Les canalisations de rejet des effluents devront être équipées en aval des installations d'un dispositif permettant de stopper toute pollution accidentelle.

Tout rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans des puits perdus est interdit.

### 4.2. Réglementation applicable

A défaut d'autres prescriptions du présent arrêté, les rejets des installations seront soumis aux dispositions de l'instruction ministérielle du 6 juin 1953 relative aux rejets des eaux résiduaires.

### 4.3. Eaux pluviales

Les eaux pluviales seront rejetées vers le réseau d'assainissement de la Communauté urbaine de Strasbourg.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : eaux de ruissellement des aires de stationnement, de chargement... seront collectées et subiront un traitement approprié avant leur rejet garantissant une teneur en hydrocarbures inférieure à 5 ppm selon la norme NF T 90-203..

### 4.4. Eaux sanitaires

Les eaux sanitaires seront traitées en conformité avec les instructions en vigueur concernant le code de la santé publique.

#### 4.5. Eaux de refroidissement

Les eaux de refroidissement sont entièrement recyclées conformément aux instructions de la circulaire du 10 août 1979 relative à la conception des circuits de réfrigération en vue de prévenir la pollution de l'eau.

#### 4.6. Eaux provenant des ateliers de traitement de surface

Ces effluents devront respecter les normes suivantes avant rejet vers le réseau de la Communauté Urbaine de Strasbourg et sans dilution.

- Débit inférieur à 96 m<sup>3</sup>/jour
- pH compris entre 6,5 et 9
- température inférieure à 30°C

Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Flux maximal en g/j
Matières en suspension	30.00	2800
DCO	150.00	14000
Phosphore	10.00	960
CN	0.10	9,6
Hydrocarbures totaux	5.00	480
Métaux totaux	15.00	1400
Chrome VI	0.10	9,6
Chrome III	3.00	280
Nickel	5.00	480
Cuivre	2.00	190
Zinc	5.00	480
Fer	5.00	480
Etain	2.00	190

## 5. Prévention de la pollution des eaux souterraines

5.1. La Société ACO dispose d'un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté pour entreprendre la réalisation d'un réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines comme indiqué et repéré dans l'étude de vulnérabilité établie par le BRGM Alsace en 1991, référencée R 31207, et transmise à la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.

Ce réseau sera constitué par :

- l'utilisation du captage A.E.I. n° 272-3-40 actuellement en activité ;
- l'implantation d'un piézomètre à une quinzaine de mètres à l'aval des cuves de stockage des produits usés.

Ce piézomètre aura 10 m de profondeur, un diamètre minimal de 120 mm et sera crépiné sur 7,5 mètres à la base. Il sera équipé d'une tête de protection étanche aux eaux de ruissellement munie d'un couvercle résistant permettant le passage des véhicules.

5.2. Un prélèvement et une analyse de référence seront effectués sur l'ensemble de ces 2 points par un laboratoire agréé dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, afin de déterminer un état initial de la qualité des eaux.

Cette analyse de référence sera composée d'une analyse physico-chimique complète de type C3 et d'analyses particulières de type C4a, C4b telles que définies en annexe II du décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 modifié par décret n° 91-257 du 7 mars 1991 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine.

Cette analyse sera complétée par une mesure de la DCO, du COT, du phénol et des hydrocarbures totaux.

5.3. Les résultats des analyses seront communiqués dès réception à la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ainsi qu'au service chargé de la police des eaux.

5.4. Les frais engendrés par l'application de ces dispositions seront à la charge de l'exploitant.

## Article 7. DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE

### 1. Dispositions générales

Afin d'en contrôler l'accès, l'établissement sera entouré d'une clôture efficace et résistante. Une surveillance de l'établissement sera assurée soit par un gardiennage soit par des rondes de surveillance ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes.

## 2. Définition des zones de dangers

L'exploitant déterminera les zones de risque incendie et les zones de risque explosion de son établissement. Ces zones seront reportées sur un plan qui sera tenu à jour régulièrement et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les zones de risque incendie sont constituées de volumes où en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Les zones de risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre ou stockées.

## 3 - Conception générale de l'installation

Les bâtiments, locaux, appareils seront conçus, disposés et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un sinistre. En particulier les mesures suivantes seront retenues :

**3.1. Accès, voies et aires de circulation :** A l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixera les règles de circulation applicables à l'intérieur de son établissement.

Les bâtiments et dépôts seront accessibles facilement par les services de secours qui devront pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins.

**3.2. Les salles de commande et de contrôle** seront conçues de façon à ce que lors d'un accident, le personnel puisse prendre en sécurité les mesures permettant d'organiser l'intervention nécessaire et de limiter l'ampleur du sinistre.

## 4 - Mesures constructives

- Les éléments de construction des bâtiments et locaux présenteront des caractéristiques de résistance et de réaction au feu (parois coupe-feu ; couverture, sols et planchers hauts incombustibles ; portes pare-flamme) adaptées aux risques encourus.
- Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie devra pouvoir s'effectuer d'une manière efficace. L'ouverture de ces équipements devra en toutes circonstances pouvoir se faire manuellement, les dispositifs de commande seront reportés près des accès et devront être facilement repérables et aisément accessibles.

- Les installations électriques seront conformes aux réglementations en vigueur. Elles seront entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion est également applicable.

- Les installations seront efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre. Les règles d'installation des paratonnerres sont définies par la norme NF C 17-100 homologuée du 5 janvier 1987.

## 5 - Exploitation

Toutes substances ou préparations dangereuses sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage. Ces dispositions devront être clairement apparentes.

Un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées listera les produits stockés, les quantités, les lieux de stockage... .

## 6 - Détection et alarme

Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion seront équipés d'un réseau permettant la détection précoce d'un incendie.

Tout déclenchement du réseau de détection entraînera une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un point spécialisé à l'intérieur de l'établissement (PC, poste de garde...), ou à l'extérieur (société de gardiennage...).

## 7 - Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, en particulier :

- d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux ;
- d'un réseau d'eau incendie maillé ou d'une réserve d'eau permettant d'alimenter avec un débit suffisant des poteaux d'incendie normalisés, des robinets d'incendie armés des prises d'eau ou de tous autres matériels fixes ou mobiles situés à l'extérieur des bâtiments. L'ensemble du réseau devra pouvoir fonctionner normalement en période de gel ;
- d'une réserve de sable meuble et sec et de pelles.

Tous ces équipements ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz,...) seront bien matérialisés et facilement accessibles.

## 8 - Consignes d'exploitation

L'exploitant établira les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. Ces consignes fixeront le comportement à observer dans l'enceinte de l'usine par tout le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnels d'entreprises extérieures...). L'exploitant s'assurera fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel, il s'assurera également que celles-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site.

En particulier :

- les installations présentant le plus de risques auront des consignes écrites et affichées. Celles-ci comporteront la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, ou en période d'arrêt ;

- toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter, en particulier pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs seront affichées.

Ces consignes seront compatibles avec le Plan d'intervention des secours extérieurs éventuellement établi conjointement avec la Direction départementale des services d'incendie et de secours.

Le personnel sera formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en oeuvre ces consignes devront avoir lieu régulièrement, les observations aux-quelles ils pourront avoir donné lieu seront consignées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

## Article 8. CONTROLES

### 1. Principes généraux

D'une manière générale, tous les rejets et émissions devront faire l'objet de contrôles périodiques ou continus par le permissionnaire indépendamment de ceux inopinés ou non, que l'inspection des installations classées pourra demander. Ces contrôles devront permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement.

Les frais engendrés par l'ensemble de ces contrôles seront à la charge du permissionnaire.

## 2. Contrôle des rejets atmosphériques

Les conduits et cheminées d'évacuation des rejets atmosphériques seront équipés :

- de dispositifs obturables et commodément accessibles permettant le prélèvement en discontinu et dans des conditions conformes aux normes françaises en vigueur, d'échantillons destinés à l'analyse.

## 3. Contrôle des rejets d'eaux résiduaires

Les ouvrages de rejets d'eaux résiduaires seront équipés de dispositifs permettant l'exécution dans de bonnes conditions du contrôle des rejets. Les échantillons qui seront prélevés proportionnellement aux débits sont destinés d'une part aux autocontrôles que réalise le permissionnaire et d'autre part aux contrôles exercés par l'inspection des installations classées et par le service chargé de la police des eaux. Les modalités de conservation des échantillons seront établies en accord avec ces services dans l'exercice des missions qui leur incombent.

Le permissionnaire est tenu également de permettre l'accès, à toute époque, à ces dispositifs aux agents de ce service.

Il pourra être procédé, par les agents de ces services, de façon inopinée, à des prélèvements dans les effluents et dans les eaux réceptrices, et à leur analyse par un laboratoire agréé, à la charge de l'exploitant. Le nombre des contrôles à sa charge sera toutefois limité à quatre par an, sauf dans le cas où les prescriptions techniques imposées par le présent arrêté ne seraient pas respectées.

L'exploitant réalisera, sur les échantillons qui lui sont propres, les déterminations suivantes aux fréquences indiquées :

### Effluents des lignes de traitement de surface

Des dispositifs de mesure et d'enregistrement en continu du pH et du débit seront mis en place à l'aval des installations des lignes de traitement de surface.

Ceux-ci commanderont une alarme en cas de dépassement des normes fixées.

L'exploitant effectuera un contrôle des effluents de la ligne de traitement de surface portant sur les paramètres suivants :

- MES           journallement
- Chrome VI
- Nickel
- Cuivre           hebdomadairement
- Zinc
- Fer



En outre, un contrôle de ces effluents sera effectué trimestriellement par un laboratoire agréé et portera sur les paramètres suivants :

- DCO
- MES
- hydrocarbures
- chrome hexavalent
- chrome total
- fer
- métaux totaux
- zinc
- nickel

Les résultats auxquels ils donneront lieu seront accompagnés du relevé des débits ainsi que d'une évaluation des surfaces traitées.

#### 4. Contrôle des émissions de bruit

Un contrôle de la situation acoustique sera effectué dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

#### 5. Contrôle des conditions d'élimination des déchets

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un récapitulatif des opérations effectuées au courant du trimestre précédent et relatives à l'élimination des déchets générateurs de nuisances, selon les modèles figurant en annexe 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4 de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 sus-indiqué.

#### 6. Contrôle de la qualité des eaux souterraines

Des prélèvements et analyses seront effectués semestriellement sur les 2 points (captage AEI et piézomètre aval) défini au paragraphe 5 titre V.

Les analyses porteront sur les paramètres suivants : type C3, chrome, nickel, fer.

#### 7. Transmission des résultats

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, au plus tard le 15 du mois suivant le mois concerné par les mesures, le récapitulatif des différents contrôles prévus précédemment dans son établissement.

De plus, il adressera les résultats des contrôles des rejets d'eau, au Service chargé de la police des eaux .

Les résultats de tous ces contrôles seront commentés en particulier les phases d'éventuels dépassements seront analysées dans le but de définir les mesures à prendre pour y remédier.

Article 3. PREScriptions PARTICULIERES

1. Traitement électrolytique et chimique des métaux

Sous cette dénomination sont comprises les deux chaînes de traitement de surfaces composées de :

Une chaîne Zingage comprenant les bains ci-dessous.

N°	Bain	Volume	Température
1	Chargement		
2	Rinçage cascade	800	
3	Rinçage courant	800	
4	Passivation jaune	800	
5	Rinçage courant	800	
6	Passivation bleue sans chrome	800	
7	Neutralisation acide nitrique	800	
8	Rinçage courant	800	
9	Prédégraissage chimique	1000	60 °C
10	Dégraissage chimique	1000	60 °C
11	Dégraissage cathodique	1000	60 °C
12	Rinçage cascade	800	
13	Rinçage	800	
14	Rinçage	800	
15	Rinçage décapage	800	
16	décapage acide chlorhydrique	800	20 °C
17	décapage acide chlorhydrique	800	20 °C
18	Dégraissage anodique	1000	
19	Rinçage cascade	800	
20	Rinçage cascade	800	
21	Réserve	800	
22	Rinçage cascade	800	
23	Rinçage courant	800	
24	Rinçage électrolyseur	800	
25	Rinçage éco	800	
26	Zinc alcalin non cyanuré	2770	
28	Zinc alcalin non cyanuré	2770	
30	Zinc alcalin non cyanuré	2770	

Une chaîne Nickel - Chrome comprenant les bains ci-dessous

N°	Bain	Volume	Température
1	Décapage laiton	400	30 °C
2	Rinçage mort		
3	Décapage chlorhydrique	1600	
4	Rinçage court		
5	Dégraissage	2200	
6	Rinçage court		60 °C
7	Neutralisation	820	
8	Rinçage court		
9	Nickelage	2000	60 °C
10	Nickelage	2000	
11	Rinçage mort		40 °C
12	Rinçage nickel		
13	Chromage	1600	
14	Rinçage mort		50 °C
15	Rinçage mort		
16	Rinçage chrome		
17	Rinçage chaud		

Les installations susindiquées seront aménagées et exploitées conformément aux prescriptions de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 26 septembre 1985 relatif aux ateliers de traitements de surface.

#### Aménagement

Les appareils (cuves, filtres, canalisations, stockages...) susceptibles de contenir des acides, des bases et des produits toxiques de toute nature ainsi que les déchets de ces produits sont construits conformément aux règles de l'art. Les matériaux utilisés à leur construction doivent être soit résistants à l'action chimique des liquides contenus, soit, revêtus sur les surfaces en contact avec le liquide d'une garniture inattaquable.

L'ensemble de ces appareils est réalisé de manière à être protégé et à résister aux chocs occasionnels dans le fonctionnement normal de l'atelier.

Le sol des installations où sont stockés, transvasés ou utilisés les liquides contenant des acides, des bases, ou toxiques de toute nature ou des sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est muni d'un revêtement étanche et inattaquable. Il est aménagé de façon à diriger tout déversement accidentel vers une capacité de rétention étanche. Le volume de la capacité de rétention est au moins égal au volume de la plus grosse cuve et à 50 % du volume de l'ensemble des cuves de solution concentrée située dans l'emplacement à protéger.

Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle, la présence de produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve, une canalisation. Elles sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas.

Les systèmes de rétention sont conçus et réalisés de sorte que les produits incompatibles ne puissent se mélanger (cyanures et acides, hypochlorite et acides... par exemple).

Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art. Les échangeurs de chaleur des bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains.

Le circuit de régulation thermique ne comprendra pas de circuits ouverts.

#### Exploitation de l'atelier

Le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, rétention, canalisation...) est vérifié périodiquement par l'exploitant notamment avant et après toute suspension d'activité de l'atelier supérieure à trois semaines et au moins une fois par an. Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et mis à disposition de l'inspection des installations classées.

Seul un préposé nommément désigné et spécialement formé, a accès aux dépôts de produits concentrés qui seront entreposés dans un local spécial, fermé à clé.

Celui-ci ne délivrera que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains ; ces produits ne doivent pas séjourner dans les ateliers.

Sans préjudice des dispositions réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, des consignes spéciales de sécurité sont établies et affichées en permanence dans l'atelier de traitements de surface.

Ces consignes spécifient notamment :

- la liste et la chronologie des vérifications à effectuer avant la remise en marche de l'atelier après une suspension prolongée d'activité.
- Les conditions dans lesquelles sont délivrés les produits toxiques et les précautions à prendre à leur réception, à leur expédition et à leur transport.
- La nature et la fréquence des contrôles de la qualité des eaux détoxiquées dans l'installation de traitement.
- Les opérations nécessaires à l'entretien et à la maintenance.
- Les modalités d'intervention en cas de situation anormale et accidentelle.
- L'exploitant s'assure régulièrement de la connaissance et du respect de ces consignes par son personnel.

L'exploitant tient à jour un schéma de l'atelier faisant apparaître la position des bains, leur volume et la concentration des produits, les sources de circulation des eaux et des liquides concentrés de toute origine.

Ce schéma est présenté à l'inspection des installations classées sur sa demande.

Un préposé dûment formé contrôlera les paramètres du fonctionnement des dispositifs de traitement des rejets conformément au manuel de conduite et d'entretien. Ce document, maintenu en bon état, est mis à la disposition de l'inspection des installations classées sur sa demande. Le préposé s'assure notamment de la présence des réactifs nécessaires et du bon fonctionnement des systèmes de régulation, de contrôle et d'alarme.

Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir un débit d'effluents le plus faible possible. Le débit maximum des effluents rejetés par l'atelier est fixé à 96 m<sup>3</sup>/jour.

Ce débit doit correspondre à un niveau moyen, pour chaque fonction de rinçage nécessaire dans une chaîne de traitement, à moins de 8 litres par mètre carré de surface traitée.

Tous les effluents en provenance des chaînes de traitement de surface devront être évacués vers le réseau seront dirigés avant rejet vers la station de neutralisation composée de :

- une cuve de neutralisation,
- une cuve de floculation,
- un décanteur.

Ces effluents devront respecter à la sortie de la station les normes de rejet énoncées à l'article 6 paragraphe 4.6. de ce même arrêté.

#### Chaîne de zingage

Les bains n° 2, 3, 4 et 26 à 30 sont recyclés en circuits fermés après filtrage ou passage sur résine échangeuse d'ions.

Les bains n° 9, 10, 11 et 18 sont envoyés après utilisation dans un centre agréé pour élimination.

#### Chaîne nickel chrome

Les bains de rinçages n° 12 et 16 sont recyclés en circuit fermé après passage sur résines échangeuses d'ions.

Les bains de rinçages n° 6 et 8 sont recyclés vers le bain de rinçage n° 4 qui est envoyé après passage sur résine échangeuse d'ions vers la station de neutralisation.

Les autres bains de cette chaîne sont envoyés après utilisation dans un centre agréé pour élimination.

## 2. Atelier où l'on emploi des liquides halogénés pour le dégraissage des métaux

Nonobstant les autres dispositions du présent arrêté, les dispositions générales de l'arrêté-type n° 251 dont une copie est jointe au présent arrêté, sont applicables à l'ensemble de ces installations.

## 3. Emploi de matières plastiques

Cette dénomination comprend les installations de collage des colliers esophoriques et de thermocollage des sachets plastiques pour l'emballage.

Nonobstant les autres dispositions du présent arrêté, les dispositions générales de l'arrêté-type n° 272 dont une copie est jointe au présent arrêté, sont applicables à l'ensemble de ces installations.

## 4. Travail mécanique des métaux

Sous cette dénomination sont compris :

- l'atelier "presses colliers de descente" comprenant :
  - . huit presses d'emboutissage
- l'atelier visserie comprenant :
  - . trois presses de frappe à froid
  - . trois rouleuses
  - . quatre tours à décolleter.

Nonobstant les autres dispositions du présent arrêté, les dispositions générales des arrêtés-types n° 281 et 282 dont une copie est jointe au présent arrêté, sont applicables à l'ensemble de ces installations.

## 5. Composés et appareils imprégnés de polychlorobiphenyles

Cette dénomination comprend le transformateur électrique contenant du pyralène.

La quantité totale de pyralène contenu dans ce transformateur est d'environ 680 kg.

Nonobstant les autres dispositions du présent arrêté, les dispositions générales de l'arrêté-type n° 355-A dont une copie est jointe au présent arrêté, sont applicables à l'ensemble de ces installations.

## 6. Installations de réfrigération ou de compression

Ces installations sont constituées du groupe frigorifique d'une puissance de 55 kW ; d'un compresseur d'air d'une puissance de 140 kW et d'un compresseur d'air d'une puissance de 160 kW.

Nonobstant les autres dispositions du présent arrêté, les dispositions générales de l'arrêté-type n° 361 dont une copie est jointe au présent arrêté, sont applicables à l'ensemble de ces installations.

### Article 10 :

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet si l'installation classée n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

### Article 11 :

Le permissionnaire ne pourra procéder à l'extension, au transfert ou à la transformation notable de son établissement sans une nouvelle autorisation.

### Article 12 :

Il devra se conformer aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées et exécuter dans les délais prescrits toute mesure qui lui serait ultérieurement imposée en vue de la protection de l'environnement.

### Article 13 :

En cas de vente de l'établissement comportant cession de la présente autorisation, avis devra en être donné à l'administration préfectorale dans un délai suivant la prise en charge de l'exploitation.

### Article 14 :

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de STRASBOURG et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

### Article 15 :

Toute contravention persistante aux dispositions qui précèdent sera déférée aux tribunaux et pourra, en outre, entraîner la fermeture de l'établissement autorisé.

### Article 16 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 17 :

Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,  
le maire de STRASBOURG  
les inspecteurs des installations classées

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société requérante avec un exemplaire des plans approuvés.

Strasbourg, le 24 JUL 1992

**POUR AMPLIATION**  
**P. LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,**  
Le Chef de bureau

  
Corinne BAECHLER,



LE PREFET  
P. LE PREFET  
Le secrétaire général,

  
Michel PINAULT

Délai et voie de recours

(article 14 de la loi n° 76-663  
du 19 juillet 1976 relative aux  
installations classées.)

La présente décision peut être déférée  
au tribunal administratif de STRASBOURG.

Le délai de recours est de deux mois  
pour le demandeur ou l'exploitant. Le délai  
commence à courir du jour où la présente  
décision a été notifiée;



ANNEXE

Mesures en discontinu

- NF X 43-6300 relative à l'échantillonnage de gaz en continu par des méthodes extractives ;
- NF X 43-301 relative à la détermination d'un indice relatif aux teneurs en composés organiques totaux dans les effluents gazeux ;
- NF X 44-051 portant classification et principes de mesure des caractéristiques des dépoussiéreurs ;
- NF X 44-052 relative au prélèvement des poussières dans une veine gazeuse.

Mesures en continu

- NF X 43-302 relative à la détermination de la concentration de poussières par opacimétrie à lumière réfléchie.